



**“Financer l'Education pour Tous en vue d'atteindre les ODM¹ 2 et 3”
Audition au Parlement européen - Mercredi 22 juin 2005 - 13h00 - 15h00**

CONTEXTE

A l'approche du G8 et du Sommet de New York, la Campagne Mondiale pour l'Education attire l'attention de la communauté internationale sur l'importance vitale d'atteindre l'objectif de l'Education pour Tous.

Le droit à une éducation de base gratuite est reconnu internationalement depuis 1948. Les gouvernements de la planète, dans leur "Déclaration du Millénaire" de 2000, se sont engagés à le traduire dans la réalité au plus tard en 2015, alors qu'ils se fixaient une série de 8 objectifs en vue de mettre fin à la pauvreté mondiale. "Donner à tous les enfants, garçons et filles, les moyens d'achever un cycle complet d'études primaires" est l'un des enjeux les plus urgents de ces objectifs.

Une première échéance était fixée à 2005 : "éliminer les disparités entre les sexes dans les enseignements primaire et secondaire". Cette différence de calendrier est liée au fait que l'éducation des filles agit comme catalyseur puissant en vue de la réalisation des autres objectifs. L'éducation, des filles en particulier, permet aux familles de mettre un terme final au cycle de la pauvreté. Les jeunes filles éduquées ont deux fois plus de chance d'échapper au fléau du SIDA et leurs revenus accroissent de 10 à 20 % pour chaque année d'étude complétée. L'éducation des filles et des femmes est l'instrument le plus efficace pour lutter contre la malnutrition et la mortalité infantile.

Il est fort regrettable que cette échéance n'ait pu être respectée.

Une éducation de qualité ouvre à la participation à la vie de la communauté et de la société dans son ensemble. Elle permet de sortir de l'exclusion, fait obstacle au travail souvent dangereux des enfants, permet l'accès au marché du travail et fait progresser la démocratie et les droits de l'homme. Elle donne aux enfants des régions dévastées par les conflits et les crises la possibilité de retourner à la normalité.

Il est impératif que la communauté internationale prennent toutes les mesures nécessaires en vue d'atteindre les objectifs qu'elle s'est fixés pour 2005 et 2015. Et l'éducation est une étape indispensable, sans laquelle les autres objectifs du Millénaire (combattre le SIDA, améliorer la santé maternelle, réduire l'extrême pauvreté et la faim, réduire la mortalité infantile..) ont peu de chance d'être atteints.

L'aide des bailleurs en faveur de l'éducation produit des résultats visibles. Au cours des 5 dernières années, les minerval ont été supprimés dans de nombreux Etats africains. Les

¹ <http://www.un.org/french/millenniumgoals/index.html>

enfants ont envahi les écoles et l'aide internationale a permis d'assurer l'engagement de dizaines de milliers d'enseignants et la mise à disposition de classes.

Les inscriptions scolaires en Afrique ont massivement augmenté. On estime que 17 millions d'enfants supplémentaires - et parmi ceux-ci une majorité de filles - ont accédé à l'éducation.

Cependant malgré ces récentes avancées, plus de 100 millions d'enfants - dont 60% de filles - n'ont toujours pas accès à ce droit fondamental.

Pour 5,4 milliards de dollars par année, il serait possible d'offrir à tous les enfants un enseignement gratuit de qualité et libérer le plein potentiel de l'éducation pour combattre la pauvreté.

Lors de leur Conseil du 24 mai dernier, les Etats Membres de l'Union européenne ont reconnu la nécessité d'accroître leur aide publique au développement (APD) en vue d'atteindre les ODM et se sont accordés sur une nouvelle cible collective d'APD pour 2010, tout en s'engageant à atteindre la cible de 0.7% en 2015.

Le défi qui se présente dès lors est d'allouer une plus large proportion de cette aide à l'éducation de base et d'assurer que celle-ci est effective, efficace et affectée aux pays qui en ont le plus besoin. Une trop grande proportion de l'aide en faveur de l'éducation ne respecte ni les besoins, ni les priorités des pays auxquels elle est destinée.

Les pays riches doivent impérativement se tenir aux engagements financiers qu'ils ont pris.

Les bailleurs internationaux ont lancé l'"Initiative de Financement Accélérée (IFA)"² qui promet une aide accrue à chaque pays qui présente des plans et politiques clairs en matière d'éducation.

Cette IFA a le pouvoir de d'établir un partenariat global pour réaliser l'objectif d'éducation de qualité libre et gratuite pour tous. Mais à ce stade, elle n'y est pas arrivée : trop peu de pays en font partie, les ressources ne suivent pas et les garanties de financement des pays riches font défaut. 40% de l'aide additionnelle promise pour les 12 pays IFA ne sont toujours pas libérés.

A moins d'une expansion ambitieuse de l'IFA, les progrès des pays en développement resteront insuffisants pour atteindre les ODM dans le délai des 10 années qui nous séparent de 2015. Pour réaliser ces objectifs, les pays tant développés qu'en développement vont devoir renforcer leur partenariat, faire plus, plus vite et mieux. C'est pourquoi il est indispensable que les bailleurs soutiennent l'IFA et s'engagent à libérer les ressources nécessaires pour que tous les pays pauvres puissent confirmer des plans transparents pour réaliser les objectifs d'éducation.

Que vont couvrir d'avantage de ressources?

L'élimination des minerval et la réduction du coût de l'éducation

Environ 80 pays dans le monde imposent toujours un coût pour l'éducation. La suppression des minerval encourage l'accès des filles à l'enseignement.

L'offre suffisante d'enseignants qualifiés

Les enseignants sont la pierre angulaire de tout système éducatif. De nombreux pays pauvres ont du mal à engager des enseignants qualifiés en suffisance, par manque de ressources domestiques mais aussi à cause de l'imprédictibilité de l'aide internationale.

² www1.worldbank.org/education/efafiti/documents/factsheet_EndorsementFrench.pdf

Un enseignement de bonne qualité pour tous

L'égalité des genres est une dimension essentielle d'une éducation de qualité et est particulièrement cruciale pour aborder les questions du VIH et du SIDA. Ceci signifie non seulement l'accès d'un nombre au moins égal de filles et de garçons dans les écoles mais également des méthodes d'enseignement et des curriculum qui permettent aux filles comme aux garçons d'apprendre dans les meilleures conditions. Engager davantage d'enseignantes, investir dans la formation des enseignantes, et incorporer la dimension du genre dans les programmes de formations des professeurs.

Offrir un environnement propice à l'apprentissage

Outre des enseignants qualifiés et dévoués, les écoles ont besoin de matériel scolaire en suffisance dans des lieux appropriés et sûrs.

L'inquiétude liée à la sécurité dans et aux abords de l'école est une des raisons principales pour lesquelles les filles quittent l'école.

La construction de toilettes séparées, des limites sécurisées et le renforcement des sanctions en cas de violence sexuelle peuvent mettre un terme à ce phénomène.

Des ressources adéquates pour l'éducation dans des cas d'urgence et au cours de la phase de reconstruction suite à des conflits

Le manque de ressources disponibles pour l'éducation dans les situations d'urgence est une barrière considérable à une éducation de qualité lors de la phase de développement.

Traditionnellement, l'éducation dans des situations d'urgence est considérée comme une activité de "développement" plutôt que comme une priorité humanitaire. Le résultat étant que l'éducation est interrompue et qu'il ne reste nulle base sur laquelle rebâtir le système scolaire suite au conflit. Les ressources doivent être assurées sur le long terme tant dans la phase d'urgence que dans les étapes de la reconstruction et de développement.

Plus ample information:

www.campaignforeducation.org

ActionAid Intl :	claire.terlinden@actionaid.org
Education Intl :	frederique.boni@ei-ie.org
Oxfam :	sita.dewkalie@novib.nl
Plan :	Karen.Schroh@plan-belgium.org
Save the Children	hans-savechildbru@skynet.be